

La construction d'une nouvelle alternative de gauche - La crise de la gauche et le cas de l'Alliance de gauche en Finlande *

Laura Tuominen

Les résultats des élections au Parlement européen ont été décevants pour la gauche en Europe. La Finlande est l'un des pays où la gauche a subi une lourde défaite. Avec le traité de Nice, le nombre total de sièges pour les représentants finlandais au Parlement européen a été abaissé à 13. Aux élections européennes de 2009, le résultat global pour la gauche a été inférieur à 25 % lors du comptage global des voix des députés sociaux-démocrates, de l'Alliance de gauche et des petites organisations de gauche. Ce résultat est le plus bas jamais constaté dans l'histoire du parlement finlandais.

L'Alliance de gauche, dont le député européen avait participé au groupe GUE/NGL du Parlement européen, a perdu son seul siège et 30 % de ses voix (aujourd'hui réduites à 5,9 %). Après les élections, l'Alliance de gauche qui – selon les résultats aux élections législatives de 2007 – était le quatrième plus grand parti au parlement finlandais est désormais le seul parti finlandais ayant une représentation parlementaire qui ne détient pas de siège au Parlement européen. Selon les résultats des élections européennes, l'Alliance de gauche est désormais au 7^e rang en Finlande, soit, pour être plus précise, dans la deuxième moitié.

* Ce texte est une traduction anglaise d'un chapitre du livre *Left Looking for Work* (Comme Publishing Ltd, 2008). Le livre est le résultat d'un projet du Left Forum (Forum de la gauche) et de General Intellect.

La gauche ne semble pas tirer profit du ralentissement économique. Les sociaux-démocrates (SDP) ont également obtenu leur résultat le plus faible jamais enregistré aux élections européennes. Leur nombre de sièges est passé de trois à deux et leur groupe parlementaire se compose désormais d'un député lobbyiste pour l'adhésion de la Finlande à l'OTAN et d'un célèbre prêtre orthodoxe grec. Toutefois, il faut dire que les deux grands partis de centre droit, le Parti du centre et le Parti de la coalition, ont également perdu des sièges. Les plus grands gagnants sont de loin les Verts et surtout les Vrais Finnois, un parti de droite populiste. Les Verts ont doublé leur nombre de sièges et sont passés à deux et les Vrais Finnois ont obtenu près de 10 % des voix. En 2004, leur résultat avait été de 0,5 %. Les Verts font actuellement partie du cabinet de droite dirigé par le Parti du centre et le Parti de la coalition. Les Vrais Finnois ont gagné en soutien par leur euroscepticisme nationaliste qui comprend également une forte tendance « critique à l'égard de l'immigration ».

Dans cet article, je vais analyser les causes de la crise de la gauche en Finlande, en particulier la crise de l'Alliance de gauche. Je vais aussi donner un bref aperçu des perspectives d'avenir du parti après les élections européennes.

Dans l'ombre des sociaux-démocrates

La popularité de l'Alliance de gauche (et de ses prédécesseurs) a diminué progressivement depuis les années 1970. Un des principaux tournants politiques de ces dernières années a été la victoire du parti aux élections législatives de 1995, avec plus de 11 % des voix et la participation à ce que l'on a appelé le «gouvernement arc-en-ciel» de 1995 à 2003. Après la dépression économique du début des années 1990, un large cabinet a été formé avec le SDP, le Parti populaire suédois, les Verts et le Parti de la coalition. Un certain nombre de sympathisants de gauche ont perdu confiance après la participation de l'Alliance de gauche à une coalition conduite par le SDP qui a mis en œuvre des coupes sévères dans les services sociaux, notamment des réductions inacceptables des pensions et des bourses des étudiants. Les années de « cabinet arc-en-ciel » ont vu s'accroître l'inégalité des revenus. Le SDP est resté au pouvoir jusqu'aux élections législatives de 2007. Le SDP et l'Alliance de gauche ont été parmi les grands perdants de ces élections.

En ce qui concerne le SDP, il existe un large écart entre sa base traditionnelle de soutien de gauche et ses politiques néolibérales. L'aile gauche des démocrates sociaux de gauche a été deux fois défaite au congrès du SDP dans sa tentative de soutien à son candidat, l'ancien ministre des Affaires étrangères Erkki Tuomioja qui brigait la présidence du parti. Son dernier congrès a eu lieu en 2008 et le président nouvellement élu, Jutta Urpilainen, a défini le SDP comme un parti du centre. Selon un sondage d'opinion réalisé après les élections européennes, Erkki Tuomioja serait le candidat le plus populaire à

la présidence du SDP. Mais les partisans de la social-démocratie de type troisième voie Blair-Schröder occupent les postes clés au sein du parti.

Contrairement à l'Allemagne, aux Pays-Bas ou au Danemark, l'Alliance de gauche n'a pas été en mesure de récupérer beaucoup de soutien chez les partisans déçus du SDP. Il y a eu un léger glissement à gauche, mais l'Alliance de gauche a perdu plus d'électeurs qu'elle n'en a gagné en provenance du SDP. Selon les enquêtes d'opinion, les votes sont allés aux Vrais Finnois et aux Verts, tandis que certains se sont abstenus. Il semble évident que l'Alliance de gauche n'a pas su établir un programme qui la différencie vraiment des sociaux-démocrates.

Lorsqu'on analyse les défaites électorales, la gauche a généralement tendance à souligner la faible participation électorale pour expliquer ses mauvais résultats. Dans le cas des élections européennes de cet été, cette analyse pourrait avoir une certaine part de vérité : la participation de 40,2 % a été de près d'1 % inférieure à celle de 2004. Toutefois, cette analyse est insuffisante lorsqu'on se réfère aux élections municipales de 2008. Là, le taux de participation a augmenté de 2,7 % mais les grands gagnants ont été les Vrais Finnois, le Parti de la coalition et les Verts. Dans ces élections, les Verts ont également pris la place de quatrième force politique, même si l'Alliance de gauche avait presque deux fois plus de candidats et plus du double de députés élus à l'échelle nationale. Cela souligne le fait que la faible participation électorale pourrait être une analyse trop simple pour rendre compte des résultats de la gauche. Il serait plus juste d'analyser quelle est la nature des politiques et des stratégies actuelles de gauche et si l'appareil du parti a besoin de restructuration.

La problématique Union européenne

L'Alliance de gauche n'a pas su construire un programme cohérent concernant l'Union européenne depuis que la Finlande l'a rejointe au début de 1995. Le parti n'a pas eu de position officielle sur l'adhésion à l'UE mais 76 % de ses partisans ont voté contre l'UE lors du référendum de 1994. Après avoir dû accepter l'adhésion de la Finlande à l'Union, la stratégie officielle du parti a été d'essayer de changer l'UE de l'intérieur. Ce que cela signifie dans la pratique politique est l'objet de débat.

En 1997, l'Alliance de gauche a organisé un vote pour les membres du parti sur l'adhésion de la Finlande à l'Union monétaire européenne. Lorsque le scrutin a eu lieu, la direction du parti a prévenu qu'un résultat négatif entraînerait le départ de l'Alliance de gauche du cabinet arc-en-ciel. L'adhésion à l'Union monétaire européenne a été approuvée par les membres du parti et l'Alliance de gauche est restée en fonction, bien qu'accusée de manipulation du processus.

Toute discussion ouverte concernant la politique européenne de l'Alliance de gauche a été évitée depuis lors. Ce parti n'a pas pris de position claire sur

les grandes questions politiques telles que la constitution de l'UE / le traité de Lisbonne. Sa déclaration officielle a appelé à un référendum mais il n'a pas donné de position claire sur le traité lui-même. La majorité du groupe parlementaire de l'Alliance de gauche a voté contre la ratification du traité de Lisbonne en 2008 et la constitution européenne en 2006. Certains députés, tels que les dirigeants du parti de l'époque, Martti Korhonen (2008) et Suvi-Anne Siimes¹ (2006), ont voté pour la ratification.

On pense généralement, en particulier parmi ceux qui sont les plus critiques à l'égard de l'UE, que les dirigeants et les syndicalistes du parti tendent vers des positions favorables à l'UE, tandis que les rangs et les sympathisants du parti ont une position plus critique. Selon une étude du *Finnish Business and Policy Forum – EVA*, en 2008, les partisans de l'Alliance de gauche sont, après les Vrais Finnois, les plus critiques à l'égard de l'UE. Le député européen du parti de 1996 à 2009, Esko Seppänen, était très populaire parmi les électeurs eurosceptiques.

Une raison pour laquelle l'Alliance de gauche a obtenu de mauvais résultats aux élections européennes de cet été pourrait bien être son manque de cohérence et de crédibilité dans le traitement des questions européennes. La seule conclusion directe que nous pouvons en tirer est la nécessité d'un débat plus ouvert sur l'UE et, ensuite, l'élaboration d'un programme commun concret concernant ce que doit être l'alternative de gauche. Cependant, nous ne pouvons pas vérifier complètement l'affirmation selon laquelle la majorité des partisans du parti réclamerait une position plus eurosceptique sur l'UE. Si nous considérons les partis au profit desquels l'Alliance de gauche a perdu des voix, les Vrais Finnois eurosceptiques et nationalistes et les Verts libéraux et fédéralistes, nous ne pouvons pas penser que la base qui soutient le parti ne se compose que d'eurosceptiques. Même si la perte de son seul siège de député européen a été une catastrophe pour le parti, il est à noter que le siège n'a été perdu qu'à peu de voix près. L'Alliance de gauche a frôlé l'obtention d'un siège sans avoir un eurosceptique comme tête de liste. On doit aussi analyser cet aspect.

Une image vieillissante et dominée par les hommes

La majorité des membres de l'Alliance de gauche a 60 ans et plus. Un tiers des membres a plus de 70 ans. La majorité des membres et des responsables politiques sont des hommes. Dans les grandes villes, les Verts, notamment, ont une majorité de femmes dans leur groupe parlementaire et ont gagné des votes de gauche pour nombre de leurs groupes dans les conseils municipaux. Après la démission de la dirigeante politique populaire et controversée du parti, Suvi-Anne Siimes en 2006, l'Alliance de gauche a perdu encore plus de voix féminines. Aux élections législatives suivantes, en 2007, le groupe parlementaire du parti est devenu le plus âgé et le plus masculin (17,6 % de

femmes) de tous les partis. Dans le même temps, la représentation des femmes au parlement finlandais a atteint le niveau historique de 41,5 %.

Un retour en arrière antiféministe émerge dans la société finlandaise, qui atteint également la gauche, avec la montée de la masculinisation des Vrais Finnois. Selon de nombreuses analyses, la gauche perd parce qu'elle perd des soutiens masculins. Ainsi, après les élections européennes, la Société finlandaise de radiodiffusion a cité une déclaration de Juha Eskelinen, directeur d'un *think tank* social-démocrate, la Fondation Kalevi Sorsa, que « le travailleur traditionnel est écarté de la direction du SDP par les visages féminins ». Les analyses de l'Alliance de gauche ont également souligné que, pour survivre, le parti doit trouver de nouvelles façons de s'adresser aux travailleurs masculins traditionnels².

Cette définition étroite du travailleur – travailleur de l'industrie de sexe masculin – pointe l'un des plus grands échecs de la gauche : son incapacité à comprendre la transformation du capitalisme en un mode de production post-fordiste, la composition d'une nouvelle classe et la subjectivité du nouveau travailleur³. Des usines ont fermé mais, dans le même temps, l'importance du secteur des services n'a cessé de croître depuis des décennies. En s'accrochant à une notion de « l'ouvrier traditionnel », la gauche, aujourd'hui, ignore des travailleurs : les travailleurs peu rémunérés ayant des contrats à court terme, changeant souvent de lieu et d'unité de travail, connaissant une précarité croissante et ayant plus de difficultés à s'organiser politiquement. Ce sont très souvent des femmes, mais également des immigrants. La gauche a relativement peu de soutien chez les infirmières et les enseignants, par exemple, et cela ne peut pas s'expliquer seulement par leur manque de conscience.

La droite et surtout les Verts ont su s'adresser aux travailleurs précaires et aux femmes. Pendant qu'ils détenaient le poste de ministre du Travail, les Verts ont apporté quelques améliorations pour les travailleurs précaires tels que la sécurité sociale pour les chercheurs boursiers. Ils ont proposé des changements dans la législation des congés pour que les salariés en contrats de courte durée aient des congés payés de longueur équivalente. Ils ont aussi élaboré leur propre modèle de revenu de base qui, selon les critiques de gauche, n'est qu'un modèle pour produire plus de travailleurs à bas salaire sur le marché du travail. Les Verts, après tout, font partie d'un cabinet qui creuse le fossé entre riches et pauvres, en supprimant progressivement l'impôt progressif et en affaiblissant les services publics. Mais une alternative de gauche pour des réformes sociales qui répondent aux besoins des personnes occupant des emplois précaires est encore à élaborer.

L'espoir d'un nouveau départ

Dans la semaine suivant la défaite de l'Alliance de gauche aux élections européennes, le président du parti Martti Korhonen a démissionné de son pos-

te. Une réunion extraordinaire du conseil du parti a été convoquée le 27 juin. Deux représentants de la jeune génération, les députés Paavo Arhinmäki (né en 1976) et Merja Kyllönen (née en 1977), étaient en lice pour la présidence. Le Vice-président du parti de l'époque, Paavo Arhinmäki, a remporté l'élection par 20 voix sur 34.

Paavo Arhinmäki est considéré comme un radical de gauche vert. Lorsqu'il était président de la Jeunesse de gauche de 2001 à 2005, il a souvent pris part à des manifestations antinucléaires et à d'autres actions politiques. Après son élection au Parlement en 2007, il a insisté sur l'importance du changement climatique dans l'agenda de la gauche. Lors de sa course pour la présidence de l'Alliance de gauche, il a déclaré : « Nous n'accepterons pas de polluer l'environnement pour créer des emplois ».

L'Alliance de gauche est officiellement rouge-verte depuis sa fondation en 1990. Cependant, l'image du parti a besoin d'un *lifting* politique. Une minorité en son sein, dont le groupe parlementaire, est favorable à l'énergie nucléaire et considère les questions environnementales comme marginales. Cet état de fait a été activement utilisé contre l'Alliance de gauche.

Après l'élection de Paavo Arhinmäki's, les grands médias finlandais ont émis l'hypothèse qu'un glissement politique en provenance du SDP, des Verts et des Vrais Finnois pourrait se produire en faveur de l'Alliance de gauche. Arhinmäki est une figure publique charismatique qui sait comment utiliser la rhétorique de gauche ; certains l'ont même traité de populiste. En tant qu'homme politique d'Helsinki, il a su gagner le soutien des jeunes hommes issus des banlieues et d'autres groupes parmi lesquels les Vrais Finnois gagnent en popularité.

Les défis demeurent. Il suffirait juste que l'Alliance de gauche se positionne comme étant vraiment « le vrai parti social démocrate de gauche » alors que le SDP penche à droite. L'Alliance de gauche doit être capable d'élaborer un programme politique et social cohérent indépendant de celui du SDP ou des Verts. Un aspect important serait de mettre à jour la conception de ce que sont les travailleurs d'aujourd'hui. La réponse ne peut être de s'adresser seulement à ces « travailleurs industriels traditionnels » qui aujourd'hui se tournent vers les Vrais Finnois. Il est nécessaire d'effectuer une analyse plus approfondie de la précarité et du féminisme ainsi que du capitalisme. Au cours des cinq prochaines années, sans représentation formelle au Parlement européen, le parti doit également initier un débat sur une politique de gauche vis-à-vis de la politique européenne et construire des réseaux plus solides avec d'autres acteurs internationaux et locaux de gauche.

Notes

1. Au cours de sa présidence, Suvi-Anne Siimes est devenue partisan de l'adhésion de la Finlande à l'OTAN, ce qui a suscité beaucoup de controverse. Après sa démission, elle est devenue chef de la direction de Pharma Industry Finland. Lors des élections européennes, elle a soutenu l'un des néo-libéraux les plus célèbres de Finlande, Risto EJ Penttilä, qui se présentait pour le parlement européen sur la liste du Parti de la coalition.

2. *Helsingin Sanomat*, 2 Juin et 28 Juin 2009.

3. Pour plus de détails, voir: General Intellect : The Left and the New Workforce http://www.vasemmistofoorumi.fi/images/stories/left_and_the_new_workforce.pdf



Vasemmistofoorumi ry.